

CAMU

La prise en charge sanitaire des assurés projetée pour 2025

Le ministre d'État, ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale, Firmin Ayessa, a lancé hier à Brazzaville les travaux de l'atelier de cadrage de la gouvernance de la Caisse d'assurance maladie universelle (Camu), dont la prise en charge effective des assurés so-

ciaux devrait se faire d'ici la fin de l'année prochaine. « L'objectif ultime étant le démarrage effectif de la prise en charge courant 2025 et son extension sur l'ensemble du territoire national, après sa phase pilote », a-t-il déclaré.

Page 16



Le ministre d'Etat Firmin Ayessa

FORÊTS

Plaidoyer pour l'adoption d'un mécanisme de gestion des conflits homme-faune



La forêt congolaise

Réunis récemment à Ouesso dans le département de la Sangha, les membres du comité dédié à la planification et l'exécution du Tri national Dja-Odzala-Minkébé (CTPE-Tridom) ont recommandé la révision de l'accord Tridom et la mise en place d'un mécanisme de gestion des conflits homme-faune.

Page 3

CAF AWARDS 2024

La liste des présélections dévoilée

La Confédération africaine de football a affiché la liste des nominés pour les CAF Awards 2024 qui englobent la période allant de janvier à octobre 2024. Les vainqueurs seront connus le 16 décembre à Marrakech au Maroc.

Page 16



CONGO-ETATS-UNIS

Un financement pour les ONG congolaises



L'ambassadeur des USA posant avec les bénéficiaires

Le gouvernement américain, à travers son ambassade au Congo, a octroyé une enveloppe de 85 millions de FCFA à dix-huit ONG congolaises pour les aider à réaliser des projets en vue de l'autonomisation des communautés

défavorisées. « Ces projets couvrent de nombreux domaines allant de l'agriculture à l'éducation professionnelle et technologique en passant par l'entrepreneuriat », a fait savoir l'ambassadeur des Etats-Unis au Congo, Eugene Young.

Page 5

Éditorial

Léger mieux !

Page 2

ÉDITORIAL

Léger mieux !

Les 21es championnats d'Afrique de boxe amateur qui se sont déroulés à Kinshasa en République démocratique du Congo se présentent comme un test grandeur nature pour nos pugilistes nationaux. Les statistiques des indicateurs de performance laissent entrevoir un léger mieux par rapport aux éditions antérieures non seulement en termes de valeur des médailles remportées par les Diables rouges, mais aussi du rang occupé au terme de la compétition.

Et la sixième place au classement général, meilleure position du Congo dans l'histoire de la compétition, est le résultat logique des six médailles glanées ces derniers jours dont une en or, une en argent et quatre en bronze. Cette performance confirme la thèse selon laquelle, avec de la volonté, on peut faire beaucoup.

Incontestablement, les boxeurs congolais ont joué leur partition, prouvant par la même occasion que le Congo regorge de nombreux talents. L'exploit de la jeune boxeuse de 18 ans, Sandrina Bokota Onya, fraîchement jetée dans le bain en dit long. Conséquence : c'est tout le pays qui gagne et rayonne grâce à ses performances puisqu'elle a offert la première médaille d'or de l'histoire des Diables rouges dans la version féminine.

Oui, une étoile est certainement née ! Il faut l'encourager à progresser car la boxe est une discipline qui ne s'accommode pas du hasard. Avec un peu de suivi, les jeunes athlètes congolais auront assurément une raison supplémentaire de croire en leur potentiel. Par le passé, le manque de soutien à ce niveau a eu raison des ambitions des jeunes sportifs. Ne répétons pas ces erreurs !

Les Dépêches de Brazzaville

CONGO-ETATS-UNIS

John Bush reçu par le secrétaire général du PCT



Pierre Moussa s'entretenant avec John Bush

Le nouveau conseiller politique et économique près l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique au Congo, John Bush, a échangé le 30 octobre à Brazzaville avec le secrétaire général du Parti congolais du travail (PCT), Pierre Moussa. Interviewé par la presse à sa sortie d'audience, le diplomate américain a rappelé qu'en sa qualité de chef du département économique et politique à l'ambassade, il a pour rôles, entre autres, de rendre visite aux différents partis politiques dans le pays pour

comprendre leurs priorités et les domaines de coopération possibles ensemble. « Nous continuerons à travailler sur nos priorités communes parce que, entre le Congo et les Etats-Unis, mon rôle est de servir d'intermédiaire. Je continuerai notamment à dialoguer non seulement avec le PCT, mais également avec les autres partis politiques pour faire avancer le partenariat entre les Etats-Unis et le Congo », a déclaré John Bush.

Parfait Wilfried Douniama

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé / Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistent à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbengué Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara, ,

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

FORÊT

Vers la révision de l'accord Tri national Dja-Odzala-Minkébé

Réunis récemment à Ouesso dans le département de la Sangha, les membres du comité Tri national de planification et d'exécution du Tri national Dja-Odzala-Minkébé (CTPE-Tridom) ont recommandé la révision de l'accord Tridom et la mise en place d'un mécanisme de gestion des conflits homme-faune.

Ils ont également requis la réhabilitation des postes transfrontaliers de l'espace Tridom, le développement d'une stratégie d'éco-tourisme dans le Tridom, la mise en place d'une stratégie d'exécution du plan de travail et du budget, la prise en compte des questions du développement durable, l'élaboration des protocoles indispensables au bon fonctionnement de l'accord. Le comité du Tridom a aussi recommandé la sensibilisation et la formation des différents acteurs par segment du paysage Tridom sur les dispositions de l'accord et la création d'une plateforme de concertation des élus locaux. Les participants ont suivi plusieurs communications peu avant des travaux en groupes.

La réunion du comité du Tridom s'inscrit dans le cadre de la ré-opérationnalisation des organes de l'accord. Elle a été organisée par le secrétariat exécutif de la Commission des forêts d'Afrique centrale en



La forêt congolaise/DR

partenariat avec la coopération technique allemande à travers le projet « Biodiversité et développement durable du paysage Tri national Dja-Odzala-Minkébé. »

La rencontre visait à élaborer un projet de plan de travail annuel consolidé, discuter du protocole d'organisation et de réalisation des patrouilles dans les aires protégées situées au-delà de 20 km de part et d'autre de la frontière y compris les procédures judiciaires, de faire un état des lieux des postes Tridom et tenir à disposition un recueil des lois sur la gestion des ressources forestières des pays du Tridom.

Notons que le Tridom concerne trois pays d'Afrique centrale, à savoir le Cameroun, la République du Congo et le Gabon. Il représente avec les aires protégées qui le constituent 7,5% du Bassin du Congo, reconnu comme le deuxième poumon vert planétaire après l'Amazonie en Amérique latine.

Christian Brice Elion

GOUVERNANCE PUBLIQUE

Vivien Manangou passe en revue la situation économique nationale

Au cours d'une conférence de presse animée le 30 octobre à Brazzaville, le coordonnateur du mouvement « Debout pour le Congo », Vivien Romain Manangou, a passé en revue la situation économique nationale marquée par la crise économique en s'appuyant sur le projet du budget de l'Etat exercice 2025.

Le conférencier a condensé ses idées dans une lettre publique qu'il a adressée au Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, en rapport avec la crise économique nationale actuelle. Au titre des constats, a-t-il indiqué, le Congo fonctionne par les crédits. Ce mode de fonctionnement, a-t-il ajouté, asphyxie l'économie nationale.

En réalité, a renchéri Vivien Manangou, un pays s'endette non pas pour fonctionner, mais pour investir. C'est de cette manière qu'un Etat prépare les conditions pour améliorer la vie de la population. Par ailleurs, a-t-il expliqué, le Congo augmente les taxes supplémentaires sur les transports terrestres qui risquent de provoquer la montée des prix des produits de première nécessité.

De plus, a dit le conférencier, le mouvement « Debout pour le Congo » a fait des propositions pour aider les pouvoirs publics à imaginer des solutions capables de conduire au développement du pays. Parmi celles-ci figurent la réduction du train de vie de l'Etat et la fiscalisation des indemnités des ministres, des conseillers et autres attachés afin de renflouer les caisses de l'Etat.

En outre, Vivien Manangou a indiqué que la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) fait vivre les économies des Etats. La Cour des comptes, a-t-il précisé, dans son rapport 2023 rapporte que le Congo a apporté plus de 1000 milliards FCFA dans le cadre de la collecte de la TVA. « Je propose de retirer la TVA et le centime addi-



Vivien Romain Manangou

tionnel du bouquet des impôts et taxes exonérés pour les contribuables éligibles au régime du forfait. Au regard du nombre des entreprises soumises à ce régime, ce sont des milliards de TVA qui reviendront aux caisses de l'Etat », a-t-il affirmé.

Le conférencier a expliqué aux journalistes qu'il n'est ni à l'opposition ni à la majorité. Il fait partie des mécontents de la mauvaise gestion des pouvoirs publics. Pour Vivien Manangou, l'opposition parlementaire, par exemple, qui vote des budgets de l'Etat qui ne participent pas à l'amélioration des conditions de vie des populations, ne joue pas son rôle de contrepoids. Elle ne constitue pas de ce fait une force alternative crédible.

Roger Ngombé

RENCONTRES CITOYENNES DES JEUNES

Kinkala à l'honneur

A l'initiative de la délégation de l'Union européenne au Congo, en partenariat avec l'ambassade de France et l'association Human Empress, il s'est tenu le 30 octobre à Kinkala, dans le département du Pool, la 6^e édition des Rencontres citoyennes des jeunes sur le thème « Paysans et fiers de l'être : quand les jeunes s'engagent dans l'agriculture durable et innovante ».

Après Brazzaville, Pointe-Noire et Owando, le tour est revenu cette fois-ci à la localité de Kinkala où le potentiel agricole et numérique a été mis en avant. Les Rencontres citoyennes des jeunes sont des moments d'échanges et de partages initiés depuis le mois de mai de cette année par la Délégation de l'Union européenne au Congo avec ses partenaires en vue d'écouter cette couche de la société et mieux formuler son accompagnement et ses actions à son endroit. « L'idée de ces rencontres n'est pas juste d'écouter les jeunes, mais aussi d'essayer de voir comment on peut transformer leurs préoccupations et les prendre en compte dans notre portefeuille d'appui au développement ici au Congo. Cette initiative s'inscrit aussi dans le cadre de l'année de la jeunesse qui a été programmée par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso », a déclaré Torben Nilsson chargé d'affaires a.i à la Délégation de l'UE-Congo.

Sous la modération de Laura Tchicaya, six jeunes agriculteurs et entrepreneurs agro-écologistes ont partagé leurs parcours, leurs motivations, les opportunités ainsi que les défis qu'ils rencontrent dans ce domaine. Marelle Miafouna, Roglan Moutoho, Exaucée Nkaya, Pierre Makoumbou, Arnaud Darel Mako-



Une vue des panelistes/Adiac

to et Elohim Orion Kanza wa Kanza sont des jeunes qui se sont engagés dans l'agriculture depuis quelques années et aujourd'hui ils témoignent à suffisance que grâce à leur passion et leur détermination, c'est possible de réussir dans ce secteur. De leurs interventions, il en ressort plusieurs points positifs, notamment la capacité de l'agriculture à pourvoir considérablement en aliment et en emploi, surtout lorsqu'elle s'associe aux nouvelles technologies.

Dans ce contexte, Exaucée Nkaya, coordonatrice adjointe du projet Agritech et initiatrice du projet Aqua smart, a souligné que l'agriculture est un secteur-clé pour la vie et les agriculteurs pourraient le faire de façon plus simple grâce aux nouvelles technologies et de façon plus respon-

sables et durables pour la protection de l'environnement. « Les tâches que l'agriculteur avait pour habitude de faire à répétition, nous pouvons les automatiser avec des systèmes d'irrigation à lancer avec notre smartphone depuis notre maison ou dans notre site agricole. Nous pouvons aussi reconstituer les conditions afin de réaliser des cultures hors-saisons », a-t-elle souligné.

Au regard de leurs parcours, ils ont affirmé que la réussite scolaire ne rime pas toujours avec la réussite de la vie. Une manière d'encourager la réinsertion professionnelle de la jeunesse. À ce propos, Pierre Makoumbou a témoigné qu'à travers son ONG Kabu basée à Kinkala, plusieurs filles mères et jeunes garçons anal-

phabètes ont pu acquérir des compétences et postuler pour des emplois dans le domaine de l'informatique, du multimédia et de la robotique.

Des témoignages édifiants

En partageant leurs témoignages et les défis auxquels ils ont fait face, ces jeunes agriculteurs et entrepreneurs invitent ceux qui hésitent encore à emboîter le pas. Même s'il faut commencer avec peu de financement.

Marelle Miafouna a dit avoir débuté par l'élevage des poussins tout en faisant de petits commerces. Elle a avoué avoir été victime de railleries. Mais aujourd'hui elle ne regrette pas d'avoir suivi son cœur car, grâce à ses activités, elle arrive à subvenir à ses besoins et à ceux de sa fille.

Pour Edwige Ndembeke, maire de Kinkala, « la jeunesse congolaise ne devrait pas se sous-estimer parce qu'elle a du potentiel. Tout le monde n'est pas appelé à travailler à la Fonction publique. Donc oui, nous devrions penser à des secteurs comme l'agriculture qui est très riche. La terre, c'est pour tout le monde et nous avons de grandes étendues qui ne cherchent qu'à être défrichées. Par la même

occasion, nous remercions nos partenaires qui travaillent avec le gouvernement afin d'aider les jeunes à sortir de l'oisiveté ». Selon Tristan Thomas chargé de mission Société civile à l'ambassade de France, ces initiatives portées par les jeunes sont très louables et de tels moments d'échanges demeurent cruciaux pour déclencher des dynamiques pratiques et concrètes.

« Cette rencontre citoyenne a été très bénéfique pour moi et m'a permis de changer ma perception sur l'agriculture. Pour moi, il était inconcevable d'être agricultrice avec tous mes diplômes. Mais aujourd'hui voir des jeunes diplômés qui ont choisi l'agriculture comme métier est très encourageant. Aussi, j'ai retenu deux choses essentielles. La première, dans la vie il ne faut pas toujours avoir l'idée de commencer grand mais plutôt avec ce qu'on a parce qu'il est possible de faire de grandes choses avec peu. Autre chose, je ne dois pas me fixer sur ce que les gens peuvent dire. Aussi longtemps que je suis déterminée dans ce que je suis en train de faire, c'est l'essentiel », a déclaré Verdat Engoumbe, participante.

Notons que ce rendez-vous des Rencontres citoyennes des jeunes à Kinkala a été meublé par une exposition de produits agricoles des paysans de cette localité. Aussi, il a coïncidé avec le lancement de la nouvelle campagne de communication de l'Union européenne au Congo « Notre voix, notre futur ». Jusqu'à la fin de l'année, cette initiative donnera la voix à la jeunesse de s'exprimer en vue de susciter des actions qui contribuent à son bien-être, à son épanouissement ainsi qu'au développement du Congo.

Merveille Jessica Atipo

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'ISTP lié par une convention avec Sorbonne International

L'Institut Sorbonne International, basé à Paris, a mis en œuvre, le 30 octobre, à Brazzaville une convention de coopération avec l'Institut des sciences et techniques professionnelles (ISTP) permettant aux étudiants congolais d'accéder aux grades de master et doctorat.

Selon les termes de l'accord de coopération, outre la reconnaissance internationale des diplômes de l'ISTP, les étudiants bénéficieront des stages rémunérés, d'aides financières et surtout d'un programme d'échanges Sorbonne Campus Africa.

Les étudiants en licence et master auront le choix de formation à distance via internet, candidatures libres avec les enseignants africains ou européens tout en s'appuyant sur des programmes pleins temps des universités partenaires. On parle alors de la mondialisation des enseignements, de la mobilité des étudiants et enseignants ainsi que leur participation aux ateliers internationaux. La mobilité augmente la performance et la productivité de la société. Elle contribue ainsi de façon déterminante à la prospérité. « Les doctorants en troisième année, nous les inscrirons sur la liste des experts de l'UE. Nous

ne nous contentons pas de l'ambition locale, mais préparons les étudiants aux métiers de demain », a fait savoir le Pr Jean Christian Clairviel, doyen de l'Institut Sorbonne International.

Ce partenariat, très contraignant, permet aux candidats de l'ISTP de justifier par un parcours de validation à distance ainsi que le même niveau de compétences exigées en France pour l'attribution d'un titre de master ou de doctorat. De même, les candidats de l'ISTP se soumettront à la procédure de soutenance à distance de l'Institut Sorbonne. Pour ce faire, Sorbonne indiquera sommairement aux enseignants de l'ISTP les matières et niveaux à maîtriser pour chaque titre professionnel visé et les expose aux standards européens par matière selon l'autorité d'harmonisation à vocation internationale. « La formation des élites jeunes est l'un des piliers du gouverne-



Le Pr Jean Christian Clairviel entouré par le personnel de l'ISTP/Adiac

ment congolais. A travers cette convention, nos parcours de formation offriront à l'apprenant la reconnaissance nationale et internationale d'une compétence professionnelle », a reconnu une étudiante en 3^e année des ressources humaines

à l'ISTP.

Rappelons que l'ISTP est un établissement d'enseignement supérieur agréé définitivement par l'Etat, membre titulaire de l'Agence universitaire de la Francophonie, partenaire de l'Université Marien-Ngouabi. Cependant,

l'Institut Sorbonne International est une université française engagée pour replacer l'humain au cœur de l'approche scientifique, pour des sciences plus humaines ainsi que pour une société plus juste et durable.

Fortuné Ibara

SUBVENTIONS

Les Etats-Unis octroient 85 millions de FCFA aux ONG congolaises

Le gouvernement américain a accordé, le 30 octobre, à Brazzaville des subventions à hauteur de 140 mille dollars, soit 85 millions de FCFA, à dix-huit ONG congolaises. Cette aide permettra aux ONG bénéficiaires de réaliser leurs projets en vue de contribuer à l'autonomisation des communautés congolaises, en particulier celles défavorisées.

S'inscrivant dans le cadre des fonds d'auto-assistance de l'ambassadeur et celui du programme des petites subventions du département chargé des affaires publiques, la signature des contrats relatifs à ces subventions a été faite entre l'ambassadeur des Etats-Unis au Congo, Eugene Young, et les représentants desdites ONG. Il s'agit notamment de l'ONG Agir ensemble pour les enfants handicapés ; Leb Congo ; Fondation Eboko ; l'association pour la promotion de la santé et de la famille ; la coopérative agropastorale Friends Earth ; Yali, Congo association ; Traits d'Union ; le Club des femmes entrepreneurs du Congo ; Espace Opoko ; l'association des firmes génie-conseil et développement durable ; la communauté Notre-Dame-du-perpétuel-secours ; Youth com ; Minwind'Paka Tizi, etc.

« En tant qu'ambassadeur, je suis fier de la solidarité du peuple américain dont les impôts contribuent à améliorer les vies de nombreuses personnes dans le monde entier. Je suis également fier de constater l'impact de nos programmes ici en République du Congo. Ces projets couvrent

de nombreux domaines allant de l'agriculture à l'éducation professionnelle et technologique en passant par l'entrepreneuriat », a déclaré l'ambassadeur Eugene Young. Il a par la même occasion félicité les bénéficiaires pour leur dévouement à soutenir les personnes démunies au sein de leurs communautés respectives. « J'ai hâte de voir comment ces subventions transformeront des vies autour de vous et renforceront le lien entre les peuples congolais et américain. Vous avez la responsabilité de mettre en œuvre ces projets et de faire le suivi de leur impact dans vos communautés. », a-t-il renchérit.

Bénéficiaire, Joël-Annièle Poaty Tchibinda, présidente de l'ONG Agir ensemble pour les enfants handicapés, a indiqué que cette subvention est un coup de pouce pour son ONG qui a pour but d'améliorer les conditions de vie des jeunes handicapés de Brazzaville grâce à une formation en coupe et couture. « Ma gratitude va à l'endroit de l'ambassadeur qui a porté son regard sur notre ONG. Cette subvention est pour nous un coup de pouce, car nous avons un



L'ambassadeur des USA posant avec les bénéficiaires/Adiac

souci de matériel. Avec ces fonds, nous allons acheter des machines pour ainsi améliorer notre travail et surtout pour devenir autonome dans la coupe, couture et crochet », a-t-elle fait savoir.

Ronnie Nsaffou Mbatchi, récipiendaire dans le cadre du programme annuel des petites subventions du département de la diplomatie publique, s'est, pour sa part, réjoui de cette aide du gouvernement américain qui lui permettra à travers son projet de former cinquante jeunes âgés de 18 à 30 ans dans les domaines tels que la communication, l'an-

glais et l'alphabétisation numérique. « C'est une bouée de sauvetage car, comme vous le savez, le financement des associations reste encore un véritable problème. Donc, se voir attribuer une subvention pour un projet salvateur « Provolat » qui vise la promotion et la valorisation du bénévolat des jeunes ainsi que la formation en communication, prise de parole en public en anglais est une immense joie. Ces fonds vont éventuellement nous permettre de mobiliser nos ressources dans différentes localités », a-t-elle indiqué.

Pour rappel, le Programme d'auto-assistance de l'ambassadeur est un programme d'assistance communautaire qui permet à l'ambassade des Etats-Unis de répondre aux demandes locales de la population en rapport avec des projets de développement. Cependant, le Programme annuel de petites subventions du département de la diplomatie publique finance des organisations et des individus dans le but de promouvoir des intérêts communs dans divers domaines.

Gloria Imelda Lossele
et Durlly Emilia Gankama

TALANGAI

Une centaine d'élèves démunis reçoivent des kits scolaires

La Fondation Privat-Frédéric-Ndéké a offert, le 29 octobre, des kits scolaires à une centaine d'élèves du 6^e arrondissement Talangai issus des familles démunies et précaires, en vue de leur permettre de bien suivre leur cursus scolaire cette année.

Plus de cent écoliers évoluant au primaire et au collège ont bénéficié de ce don. Chacun d'eux a reçu un kit scolaire complet dont le contenu diffère en fonction du niveau d'études ou du cycle. Chaque kit est composé de cartable, de cahiers, de stylos, de livres, de crayons, de parapluie ainsi que de bien d'autres articles scolaires.

En faisant ce don, l'objectif de la "Fondation-Privat-Ndéké" est d'aider ces enfants issus des familles pauvres à aller à l'école cette année afin d'éviter le décrochage scolaire, un phénomène qui menace les familles précaires. Une initiative qui reflète le sens du partage et du vivre-ensemble, conformément aux idéaux de la fondation. « A chaque rentrée scolaire et académique, notre fondation assiste plusieurs familles démunies et précaires à Talangai et ailleurs. La même activité s'est tenue en 2023 à Talangai, Sibiti et Dolisie et à Mfilou en 2022. Aujourd'hui, en dépit de la crise financière



Le président de la Fondation posant avec les élèves bénéficiaires des kits scolaires/Adiac

qui sévit dans notre pays, notre engagement d'aider des démunis demeure constant. Les cent élèves bénéficiaires ici présents, vous devez utiliser ces kits scolaires à bon escient », a souligné Privat Ndéké, président de cette Fondation. En dépit de l'austérité actuelle, il a pris l'engagement de poursuivre les actions caritatives en faveur des familles en situation de précarité à travers le pays. Créée en mars 2007, la Fondation Privat-Frédéric-Ndéké est une ONG à caractère social, apolitique et à but non lucratif. Depuis sa création, elle a déjà mené plusieurs activités à caractère social, entre autres la réinsertion sociale des jeunes à travers des formations professionnelles organisées à Brazzaville, Oyo, Sibiti, Dolisie, Abala et Itoumbi. D'autres centres de formation professionnelle seront ouverts très prochainement à Makabana dans le Niari et à Madingou, chef-lieu du département de la Bouenza.

Firmin Oyé

JOURNÉE NATIONALE DE L'ARBRE

L'implication des ONG sollicitée

La République du Congo va célébrer le 6 novembre prochain la 38e Journée nationale de l'arbre sur le thème « Mobilisons-nous, deux millions d'arbres pour des villes vertes et durables ». La ministre de l'Economie forestière, Rosalie Matondo, et son collègue chargé de la Décentralisation et du Développement local, Juste Désiré Mondelé, ont échangé, le 29 octobre, à Brazzaville avec plusieurs acteurs de l'environnement.

Intervenant pour la circonstance, la ministre de l'Economie forestière, Rosalie Matondo, a rappelé aux participants qu'ils ont reçu les instructions du chef de l'Etat pour verdir nos artères. « Comme vous le savez, aujourd'hui nous vivons les méfaits du changement climatique, et la seule solution qui est à notre disposition, c'est la plantation des arbres dans nos cités pour l'économie et l'environnement, mais aussi pour aider

nos villes qui sont aujourd'hui exposées aux érosions, les aider pour la stabilité de nos sols. C'est votre journée, les jeunes. C'est à vous qu'on a dédié cette année. Et donc, c'est vous qui devez-vous mobiliser pour qu'on puisse planter ensemble à côté de nos autorités », a-t-elle poursuivi.

Afin d'atteindre cet objectif, il a été demandé aux maires de tous les arrondissements de Brazzaville, à toutes les autorités sur toute l'étendue

du territoire national de désigner un axe routier, une artère, qui doit donc être leur site dédié pour la journée nationale de l'arbre. Le ministère de l'Economie forestière en tant que ministère technique va accompagner cette action dans le cadre du choix des experts, de la mise en place de ces plantations et l'écartement qu'on doit utiliser pour planter un arbre, etc. Le ministère sera là pour les aider avec les pépinières et à acquérir les plantes.

En définitive, il sied de rappeler que le ministère chargé de la Décentralisation, point focal du gouvernement, a entamé depuis quelques jours une série de rencontres avec d'abord les conseils consultatifs, les confessions religieuses, la société civile et aujourd'hui avec les associations pour permettre à chacun de participer de façon remarquable à la célébration de la 38e journée nationale de l'arbre.

Guillaume Ondze

SOLIDARITÉ

L'association Simonéa à la rescousse de l'orphelinat Fatima

Créée en août dernier en France dans le but d'aider les personnes dans le besoin, l'association Simonéa était de passage le 24 octobre à l'orphelinat Fatima à Brazzaville en vue de lui apporter son assistance en espèce et en nature.

« Nous sommes aujourd'hui à l'orphelinat Fatima pour notre première action de l'association au Congo. Pour cette visite, j'avais fait un appel aux dons en France. Les gens ont répondu favorablement à hauteur de 600 euros. Il y a eu, dans cette première action, un premier don qui a été fait concernant les frais de scolarité des enfants et aujourd'hui nous venons pour une remise d'équipements sportifs ainsi que la remise d'une enveloppe pour quelques besoins de l'orphelinat. Il

ya plusieurs enfants et je sais que c'est une charge lourde. Et quoiqu'il y ait beaucoup de personnes qui viennent faire leurs dons, l'association Simonéa souhaite aussi désormais apporter sa pierre à l'édifice », a déclaré Simone Arlette Nianga Amont, entrepreneure congolaise basée en France et fondatrice de l'association Simonéa.

À en croire ses propos, l'association entend se focaliser dans un premier temps sur cet orphelinat et voir comment améliorer le quotidien des orphelins au sein

de cette maison d'accueil. Et cette aide se fera sur la base du soutien que l'association bénéficiera de tierces personnes, tant en France qu'au Congo, voire partout dans le monde. « Pour toutes les personnes qui aimeraient apporter leur aide, il y a le compte qui est en train d'être ouvert. Tous les dons sont les bienvenus, que ce soit de l'argent ou encore des vêtements, des médicaments de première nécessité, les vivres... Tout ce qu'on peut avoir, on l'utilisera à bon escient. Pour moi, il vaut mieux avoir peu que d'attendre d'avoir beaucoup pour agir », a-t-elle souligné.

Au terme de cette visite, la sœur Marie-Thérèse Ongayolo, responsable de l'orphelinat Fatima a exprimé toute sa reconnaissance pour ce geste de l'association Simonéa. « Moi, je ne suis pas plus importante que vous. Sans vous, je ne vaudrais rien. Merci infiniment d'avoir pensé à nous. Les enfants ont besoin de nous tous pour bien grandir et surtout étudier. En effet, quand ils vont à l'école, ce n'est pas une école qui accueille les



Arlette Nianga discutant avec Sr Marie Thérèse Adiac

orphelins uniquement. Ils y sont avec d'autres enfants. Vos actions permettent que les enfants soient bien », a-t-elle confié. En marge de cette descente, Simone Arlette Nianga Amont a profité de visiter les locaux de l'orphelinat afin de cerner d'autres besoins et de mesurer la tâche qu'incombe aux responsables de cet espace. « Gérer un orphelinat est une tâche qui n'est pas donnée à tout le monde. En tout cas, si on n'a pas un grand cœur et la place pour tout le monde, on ne le fait pas. C'est un honneur d'être dans cet orphelinat et de mesurer le travail et les efforts consentis pour qu'il subsiste. Un grand merci

aux personnes qui m'accompagnent dans cette mission », a indiqué la présidente de l'association Simonéa qui compte à ce jour sept membres en France et trois autres au Congo. Notons que l'orphelinat Fatima a vu le jour le 5 septembre 1998. Sa particularité est sa capacité à accueillir des enfants malades souffrant des pathologies comme l'épilepsie, l'autisme... Il dispose actuellement de trois chambres avec plusieurs lits pour une trentaine d'enfants. La responsable, Sr Marie Thérèse Ongayolo, se fait seconder d'un intendant et d'autres personnes pour prendre soin des enfants.

Merveille Jessica Atipo



Les enfants de l'orphelinat Fatima/Adiac

DISPARITION

Dernier hommage des AET à Johnson-Dimi Ernest Aristide

L'Association des anciens enfants de troupe (AET) du Congo, conduite par son président Rémy Ayayos Ikounga, a rendu le 30 octobre à Brazzaville un ultime adieu au médecin-colonel Johnson-Dimi Ernest Aristide, décédé le 17 octobre en France.

Dans l'oraison funèbre, l'AET Jérémie Ngoulou a indiqué que Johnson-Dimi Ernest Aristide est né le 31 août 1955 à Brazzaville dans le quartier cosmopolite de Poto-Poto. Après des brillantes études primaires à l'école Saint-Vincent de Poto-Poto, il a été admis au concours très sélectif de l'école militaire préparatoire Général Leclerc. Dès son entrée dans cette prestigieuse école le 16 septembre 1968, il fera de la devise de l'école « S'élever par l'effort » son fil conducteur pour être à la hauteur des exigences de cette école et pour y effectuer une bonne scolarité.

Après sa réussite au baccalauréat, il va poursuivre ses études à l'Institut national supérieur des sciences de la santé de l'Université Marien-Ngouabi au terme desquelles il obtient le diplôme de docteur en médecine. Soucieux



Le président Rémy Ayayos Ikounga s'inclinant devant la dépouille mortelle de l'illustre disparu Adiac

de perfectionner sa formation, il obtient également son diplôme de spécialité en cardiologie à l'hôpital d'instruction des armées de Val de Grâce en France.

Nommé médecin-lieutenant en 1983, il gravit avec succès les marches de la hiérarchie des grades jusqu'au grade de médecin-colonel, son dernier grade au moment où il est ad-

mis à la retraite. Ses études de médecine lui avaient permis d'acquérir une excellente formation qui a été le socle et le piédestal d'une carrière professionnelle marquée par un

état de service élogieux. Nommé tour à tour médecin-chef du service de cardiologie et médecin chef de l'hôpital militaire « Pierre Mobengo », il exerça toutes ces fonctions avec autorité, compétence et humilité.

Travailleur acharné et doté d'une grande puissance de travail, il avait une relation fusionnelle avec ses patients qu'il recevait avec beaucoup d'empathie et de bienveillance. Sa patience, son sens de l'humain, sa capacité à poser le bon diagnostic et à prescrire le traitement approprié lui avaient conféré une excellente réputation attestée par de nombreux témoignages éloquentes. Au regard de cet état de service élogieux, la nation reconnaissante l'a décoré successivement aux grades de chevalier, officier et commandeur dans l'ordre du mérite congolais.

Guillaume Ondze

Banque des Etats de l'Afrique Centrale - Services Centraux
Commission Générale de passation des marchés n°1

Sélection régionale ouverte n°112/BEAC/DGE-DRHF/SRO/Ser/2024 pour la sélection d'un Cabinet en vue de l'organisation du concours de recrutement des Agents d'Encadrement Moyen à la Banque des Etats de l'Afrique Centrale

Dans le cadre de sa politique de gestion des ressources humaines, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale souhaite recruter une entreprise spécialisée en vue de l'assister dans l'organisation d'un concours de recrutement d'agents d'encadrement moyen. Aussi, elle invite par le présent avis de sélection, les entreprises qualifiées remplissant les conditions requises, à soumettre une proposition.

Le processus se déroulera conformément au Règlement n°01/CEMAC/UMAC/CM/18 portant adoption du Code des marchés de la BEAC, notamment la **sélection sur la base de la qualité technique et du coût de la proposition.**

Les Prestataires intéressés peuvent obtenir un complément d'information et consulter le dossier de sélection rédigé en français, à l'adresse ci-dessous, entre 9 heures et 12 heures, les jours ouvrés.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE - SERVICES CENTRAUX
Direction Générale de l'Exploitation - CGAM, 14^{ème} étage, porte 1412
☎ : (+237) 222 23 40 30 ; (+237) 222 23 40 60 postes 5452, 5431, 5412, 5402 ou 5403
📠 : (+237) 222 23 33 29
@ : cgam.scx@beac.int
www.beac.int

La participation à la présente mise en concurrence est conditionnée par le paiement de la somme non remboursable **de cent mille (100 000) francs CFA**. Le paiement devra être effectué par virement bancaire ou en espèces aux guichets de la BEAC, à l'exception du Bureau de Paris.

Les soumissions conformes au règlement particulier de la sélection devront être déposées, sous pli fermé, à l'adresse indiquée ci-après, au plus tard le **jeudi 21 novembre 2024 à 12 heures** précises.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE - SERVICES CENTRAUX
BUREAU D'ORDRE 15^{ème} étage, porte 15.01
☎ : 736 Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - Cameroun.

Les propositions reçues après le délai fixé seront rejetées.

Les soumissions seront ouvertes en **deux phases** aux Services Centraux de la BEAC à Yaoundé, en présence des représentants des soumissionnaires dûment mandatés par un document écrit signé du dirigeant de l'entreprise, qui souhaiteraient assister aux séances d'ouverture. Les plis administratifs et techniques seront ouverts le **jeudi 21 novembre 2024 à 13 heures** et les plis financiers le **vendredi 29 novembre 2024 à 12 heures**.

Yaoundé, le 24 OCT 2024
La Présidente de la Commission,

ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter

↑

SAISISSEZ LE LIEN

OU

SCANNEZ LE QR CODE

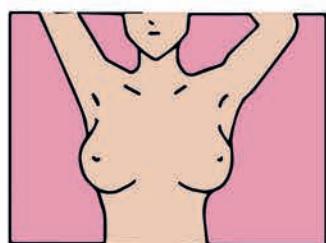


Lions International

District 403 B1 - Région 25

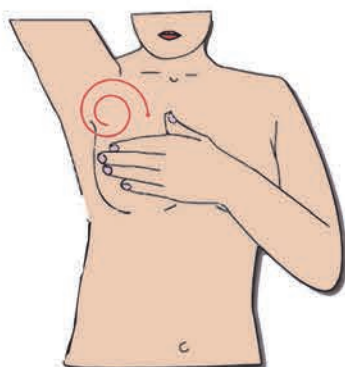
Octobre rose

L'autopalpation en pratique



1ère étape : devant le miroir

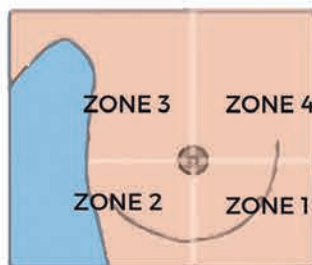
Les bras levés, à la recherche d'une modification de la forme des seins, de renflements, de rétractations de la peau ou d'altérations du mamelon.



2e étape :

Les doigts à plat, effectuez de légères pressions puis des petits cercles, zone par zone (à la recherche d'une boule ou d'un épaississement suspect)

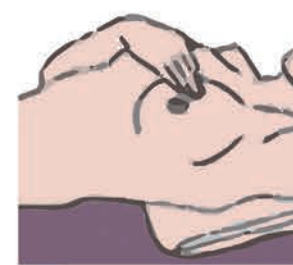
N'oubliez pas les zones à palper



Portez une attention particulière sur la zone située entre le sein et l'aisselle (zone 3)

Assurez-vous de l'absence d'écoulement au niveau du mamelon

Bon à savoir :



La position allongée permet une meilleure répartition du tissu mammaire.



Sous la douche. L'eau savonneuse facilite l'examen du sein, les mains glissant plus facilement sur la peau.

Adoptez les gestes qui sauvent

OCTOBRE ROSE : LE CANCER DU SEIN NE PEUT ATTENDRE !

Les Lions Clubs de Brazzaville vous rappellent que le dépistage précoce sauve des vies. En cette période d'Octobre Rose, faisons front commun contre le cancer du sein. Encouragez les femmes à se faire dépister.

⚠ N'attendons pas que la maladie frappe. Agissons maintenant !



ASSOCIATION DES LIONS CLUBS DE BRAZZAVILLE
RÉGION 25

Récépissé de déclaration :
N°14924/MIDDL/DBZV/SG/DDAT/SR
BCH / IBAN : CG39 3001 5242 0110 1200 0347 291



SCANNEZ ce Code QR pour faire un don maintenant et sauvez des vies



TRANSPORT MARITIME

Des perturbations dues aux conflits géopolitiques et au changement climatique

Le commerce maritime devrait enregistrer une croissance modeste en 2024, mais son avenir reste incertain en raison d'importantes perturbations dues aux conflits géopolitiques et au changement climatique, qui menacent la livraison des produits du commerce mondial, a indiqué la CNUCED.

Selon l'ONU Commerce et Développement (CNUCED), l'économie mondiale, la sécurité alimentaire et l'approvisionnement en énergie sont de plus en plus menacés par les vulnérabilités des principales routes maritimes. L'étude sur les transports maritimes 2024 de la CNUCED révèle que les passages maritimes critiques - tels que le canal de Panama, la mer Rouge et le canal de Suez, et la mer - sont soumis à de fortes tensions. Mais selon le rapport, le commerce maritime, qui a augmenté de 2,4% en 2023 pour atteindre 12 292 millions de tonnes, a commencé à se redresser après une contraction en 2022. Il devrait enregistrer une croissance modeste de 2% en 2024.

Avenir incertain

Celle-ci est tirée par la demande de marchandises en vrac comme le minerai de fer, le charbon et les céréales, ainsi que par les marchandises conteneurisées, et atteindre une moyenne annuelle de 2,4% sur la période 2025-2029. Toutefois, « l'avenir reste incertain », indique la CNUCED. Ces chiffres masquent des défis plus profonds. Le commerce



Les principales routes maritimes ont subi d'importantes perturbations DR

conteneurisé, qui n'a augmenté que de 0,3% en 2023, devrait rebondir de 3,5% en 2024, mais la croissance à long terme dépendra de la manière dont l'industrie s'adaptera aux perturbations actuelles, telles que la guerre en Ukraine et les tensions géopolitiques croissantes au Moyen-Orient (Gaza et Liban).

Perturbations aux principaux points d'étranglement maritimes

Les principales routes maritimes ont subi d'importantes perturbations, entraînant des

retards, des réacheminements de navires et des coûts plus élevés. Le trafic empruntant le canal de Panama et le canal de Suez, artères essentielles du commerce mondial, a chuté de plus de 50% à la mi-2024, par rapport à leurs sommets. Cette baisse s'explique par les faibles niveaux d'eau du canal de Panama dus au climat sec et par le conflit affectant la région de la mer Rouge, qui a eu des répercussions sur le canal de Suez. De plus, le réacheminement des cargaisons autour du Cap de Bonne Espérance a

explosé, pour maintenir le flux de marchandises, accroissant «considérablement» les coûts, les retards et les émissions de carbone, indique l'ONU. Ces itinéraires plus longs ont également entraîné une augmentation de la congestion portuaire, de la consommation de carburant, des salaires des équipages, des primes d'assurance et des risques de piraterie. Si la crise affectant la navigation maritime dans la mer Rouge et la sécheresse réduisant le niveau d'eau dans le canal de Panama se poursuit, les prix mondiaux

à la consommation pourraient augmenter de 0,6% d'ici à 2025, selon l'ONU.

L'impact de la crise de la mer Rouge pour l'Afrique

Sur le continent africain, ces attaques en mer Rouge ont incité un grand nombre de navires à s'éloigner du canal de Suez et à contourner le Cap de Bonne Espérance. Ce détournement de navires, qui a augmenté la congestion des ports sud-africains, a également créé des opportunités pour des pays comme Madagascar, Maurice, la Namibie ou la Tanzanie. Ces pays sont stratégiquement situés sur les routes maritimes reliant l'Asie à l'Europe. Plusieurs pays d'Afrique de l'Est, dont le commerce extérieur dépend fortement du canal de Suez - en volume, soit environ 31% et 34% respectivement pour Djibouti et le Soudan-sud-sud - ont subi les effets de ces perturbations. Par exemple, l'Afrique de l'Est a connu une pénurie de denrées périssables et de conteneurs standards en raison de délais de livraison plus longs. Ceci a affecté les chaînes d'approvisionnement de l'avocat, le thé et le café.

Noël Ndong

FMI

Inflation et stabilité économique

Face à la montée de l'inflation et à la pression des dettes publiques, les pays africains redoublent d'efforts pour stabiliser leurs économies, avec des ajustements de politiques économiques.

Objectif : réduire durablement l'inflation dans plusieurs pays de la région, selon le chef adjoint du Département Afrique du FMI, Antonio David. Les mesures prises pour contenir l'inflation s'avèrent efficaces dans près de la moitié des pays subsahariens ; les politiques de resserrement monétaire commencent à montrer des résultats encourageants ; l'inflation s'est réduite, de nombreux pays atteignent aujourd'hui des niveaux conformes aux objectifs fixés, signe d'une progressive stabilité économique, souligne Antonio

David. Une évolution favorable également fruit d'une rigueur budgétaire accumulée. Ces efforts de redressement économique ont des conséquences sur le plan social. C'est le cas au Nigeria, où la suppression des subventions au carburant, encouragée par le FMI, a provoqué une flambée des prix à la pompe, et suscité des manifestations. Pour pallier ces impacts, le FMI préconise de cibler les pro-

duits de consommation des populations les plus aisées avant de réduire les subventions touchant les produits de première nécessité.

La dette publique : une stabilisation encourageante mais fragile

La dette africaine montre des signes de stabilisation, une avancée selon le FMI. Toutefois, dans un quart des pays africains, les charges d'intérêts représentent plus

de 20 % des revenus fiscaux, créant des tensions budgétaires. Le FMI poursuit sa collaboration avec les gouvernements pour réduire ces ratios. Le Fonds favorise l'accès à des financements internationaux plus accessibles et soutient les États dans leurs programmes de consolidation budgétaire.

Des perspectives économiques à la hausse malgré les vulnérabilités

Le FMI envisage une croissance économique de 3,6 % en Afrique subsaharienne pour l'année en cours, et espère atteindre 4,4 % en 2025. Une accélération encourageante, mais qui reste insuffisante pour diminuer significativement la pauvreté et combler l'écart avec les économies plus avancées. En parallèle, plusieurs défis persistants, notamment les pressions inflationnistes dans un tiers des pays, des niveaux d'endettement élevés, et des risques géopolitiques et climatiques.

Le FMI envisage une croissance économique de 3,6 % en Afrique subsaharienne pour l'année en cours, et espère atteindre 4,4 % en 2025.

N.Nd.

SALON DU CHOCOLAT

La 29^e édition se tient à Paris

La Porte de Versailles à Paris, Pavillon 5, accueille du 30 octobre au 3 novembre la vingt-neuvième édition du Salon du Chocolat pour un voyage gourmand entre dégustations, concours, défilé et bien plus encore. L'Afrique est présente.

À ce rendez-vous incontournable, les chefs pâtisseries, maîtres chocolatiers, confiseurs, artisans et amateurs de sucreries présenteront leur savoir-faire en matière de chocolat, rivalisant de créativité. La Côte d'Ivoire compte dans sa délégation, entre autres, les chefs chocolatiers Viviane Kouamé et Roger Bango, avec dans leurs créations des tenues comestibles conçues pour un défilé gourmand. Ce spectacle sera également proposé pendant

toute la durée du salon, deux fois dans la journée.

Après la neuvième édition des Journées nationales du Cacao et du Chocolat les 28 et 29 septembre 2024 au Parc des Expositions d'Abidjan, grâce au Conseil du Café-Cacao, la Côte d'Ivoire signe une nouvelle participation au Salon du chocolat de Paris.

En République du Congo, la relance de la filière cacao est à l'étude. C'était l'objet de l'atelier qui s'était tenu en juin dernier à Brazzaville.



Maître Viviane Kouamé est planteuse et transformatrice de cacao, maîtrise toute la chaîne, « du champ à la tablette », pour viser l'excellence. À ce jour, elle fait partie de la minorité de professionnels (3% seulement dans le monde) qui maîtrisent toute la chaîne de production, de la plantation de cacao à la fabrication du chocolat, en passant par le marketing et le packaging. Primée pour son savoir-faire, elle conçoit et va jusqu'à fabriquer des robes en chocolat. Son slogan résume bien ses ambitions : « De la fève d'excellence au chocolat d'exception ».

Celui-ci avait rassemblé des acteurs majeurs des secteurs public et privé ainsi que la société civile pour échanger et renforcer leur engagement en faveur du développement de la filière cacao durable en République du Congo au point d'envisager des pistes afin de garantir la pérennité du cacao pour les générations futures.

Les premiers résultats obtenus de cette relance ont permis à Ange Laurent Coddy, à partir des plantations de Ouessou, dans le département de la Sangha, au Nord du Congo, de mettre en place le cacao Zikuacol transformé de manière traditionnelle et biologique depuis 135 ans. Il fabrique des tablettes de la variété criollo, chocolat noir torréfié par Cyril Michaud dans le strict respect des terroirs et des cultivateurs, sans aucun additif.

Marie Alfred Ngoma

SANTÉ

Africa HealthTech se penche sur le rôle de la technologie dans la transformation du secteur

Le sommet Africa HealthTech s'est ouvert mardi à Kigali, capitale du Rwanda, sur un appel aux professionnels de santé et aux innovateurs à utiliser les technologies de la santé pour améliorer les systèmes de santé des communautés africaines et les rendre plus résilients.

La troisième édition de ce sommet sur les technologies dans le secteur de la santé en Afrique, qui se tient du 29 au 31 octobre, réunit des ministres en charge de la santé et des technologies de l'information et de la communication (TIC), de grands innovateurs technologiques et des professionnels de santé en provenance de tout le continent. Le sommet a pour thème « Innover pour la santé des communautés en exploitant le potentiel de l'intelligence artificielle ». Les délégués discuteront des manières d'exploiter le potentiel d'innovations telles que l'intelligence artificielle (IA), l'Internet des objets, la robotique, les drones et les chaînes de blocs afin de

répondre aux défis sanitaires les plus urgents de l'Afrique. Le ministre rwandais de la Santé, Sabin Nsanzimana, a exhorté les professionnels de santé à se servir des technologies de la santé pour assurer la sûreté et la détection des maladies sur le continent.

Il a souligné l'engagement du Rwanda à adopter les innovations technologiques de la santé, notamment un système de dossier médical

électronique et un centre de renseignements sur la santé exploitant l'IA, et à renforcer les actions visant à trouver des solutions de santé en Afrique qui soient durables et qui reposent sur la technologie.

Cyril Seck, conseiller en stratégie numérique du Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique), a déclaré que les solutions numériques pour la santé étaient essentielles

afin de développer la détection précoce et l'intervention rapide, qui sont les clés d'un système de santé résilient pour l'Afrique. Selon lui, le CDC Afrique reste déterminé à consolider les institutions de santé publique du continent par le biais de partenariats stratégiques et d'approches innovantes.

Sean Broomhead, directeur général du Programme sud-africain de systèmes d'information médicale, a

affirmé que l'IA avait le pouvoir d'optimiser les soins aux patients en Afrique grâce à sa capacité à combler les lacunes de diagnostic.

« Les choix stratégiques sont primordiaux pour garantir les applications les plus bénéfiques de l'IA, en plaçant les besoins des patients en première ligne », a-t-il indiqué. « Les données et la formation des professionnels de santé sont les piliers fondamentaux de l'adoption réussie des solutions basées sur l'IA. »

Les participants ont noté que le renforcement des partenariats entre les secteurs était essentiel pour bâtir des systèmes de santé solides et prêts à intervenir en temps réel.

Xinhua

« Les choix stratégiques sont primordiaux pour garantir les applications les plus bénéfiques de l'IA, en plaçant les besoins des patients en première ligne », a-t-il indiqué. « Les données et la formation des professionnels de santé sont les piliers fondamentaux de l'adoption réussie des solutions basées sur l'IA. »

ASSEMBLÉES ANNUELLES FMI-BM

Raïssa Malu plaide pour l'amélioration de la qualité de l'éducation

L'autorité de l'Éducation nationale en République démocratique du Congo (RDC), Raïssa Malu, a, au cours d'un panel de discussions dans le cadre des assemblées annuelles du FMI et du Groupe de la Banque mondiale sur l'éducation en Afrique, présenté les voies et moyens du gouvernement congolais pour améliorer la qualité de l'enseignement.

La ministre d'Etat, ministre de l'Éducation nationale et Nouvelle citoyenneté, Raïssa Malu, a exposé avec pertinence et pragmatisme les points saillants de son action pour l'amélioration de la qualité de l'éducation en RDC. C'était le samedi 26 octobre à Washington aux États-Unis d'Amérique, lors du panel de discussions sur le thème « Etat de l'Afrique 2024 – Éducation et compétences pour l'avenir de l'Afrique », organisé dans le cadre des assemblées annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et du Groupe de la Banque mondiale (BM).

Invitée pour présenter la situation de l'éducation en RDC dans ce module de ce grand rendez-vous mondial des finances et de l'investissement, Raïssa Malu, promue ministre d'Etat chargé de l'Éducation nationale et Nouvelle citoyenneté par le chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, en juin dernier, a donné les axes sur lesquels se base l'amélioration de la qualité de l'enseignement. Il s'agit de l'amélioration des conditions socioprofessionnelles des enseignants, du renforcement de l'administration de l'Éducation nationale, de la digitalisation du système éducatif, de la nécessité de renforcer les liens avec les partenaires techniques et financiers qui soutiennent les transformations par des projets d'investissements dans l'infrastructure, et de l'importance de rendre les milieux scolaires inclusifs et sûrs. Parlant du bénéfice du programme de la gratuité de l'enseignement initié par le président de la République, Félix Antoine Tshisekedi, Raïssa Malu a indiqué : « Nous avons eu à peu près 4



Raïssa Malu, Ministre de l'Éducation nationale et Nouvelle Citoyenneté DR

millions d'élèves qui ont repris l'école ou y ont été inscrits, ce qui nous permet d'augmenter le nombre d'enfants en termes d'accès, mais il y a évidemment pas mal de challenges en termes de qualité et, de toute façon, on doit rendre nos écoles plus inclusives, en s'assurant que toute la population, notamment les personnes vivant avec handicap et les minorités, puisse être intégrée. La première barrière, c'est clairement cette barrière financière, c'est ce qui empêche les enfants, notamment les filles d'aller à l'école ». Et à propos de l'amélioration de la qualité de l'enseignement, cela est tributaire de l'amélioration des conditions de travail de l'enseignant.

Pour ce faire, a indiqué la mi-

nistre d'Etat, le gouvernement devra « nécessairement investir dans l'enseignant qui est la clé au niveau de la qualité du niveau éducatif, donc il s'agit d'aller à la fois dans l'amélioration des conditions socioprofessionnelles des enseignants, trouver le moyen que l'on mette plus de ressources dans la rémunération, mais également dans la formation initiale et continue de nos enseignants, des inspecteurs aussi pour les remettre à niveau, parce qu'ils sont aussi un pilier-clé sur lequel repose la qualité de l'éducation, et puis rendre notre administration plus efficace ». Interrogée sur les choix stratégiques à faire pour équilibrer toutes ces priorités en vue de garantir que l'investissement

puisse contribuer à une meilleure qualité de l'éducation au pays dans les jours à venir, Raïssa Malu a reconnu que cela nécessite de prendre des décisions difficiles. Elle a noté qu'il y a, cependant, un investissement initial à faire afin de faciliter les choses. « On doit avoir une gestion de notre système basée sur les données, sur l'information. Et c'est la difficulté qu'on a, et c'est pour moi la première étape de l'investissement parce que j'ai besoin, en tant que ministre de l'Éducation nationale, de savoir exactement quelle est la situation, quels sont les besoins sur l'ensemble de mon territoire, de manière à réorienter le peu de ressources à notre disposition vers là où on en a le plus besoin », a-t-elle soutenu.

Après avoir souligné l'importance de la digitalisation de l'administration pour une gouvernance basée sur la donnée, l'information, l'autorité de l'Éducation nationale a mis l'accent sur l'appui des partenaires dans le cadre de l'investissement dans le sous-secteur. « L'Etat fait énormément l'effort de prendre des décisions difficiles en termes d'investissement. On a besoin de nos partenaires, comme la Banque mondiale, pour avoir des ressources supplémentaires et les orienter au niveau d'investissement et d'actions qui nous permettent de tester les choses, c'est ça qui est bien avec les projets, on peut les tester, on a des pilotes et on peut tester certaines actions, voir dans quelle mesure on peut les mettre à l'échelle, ce qui nous permet donc de planifier les investissements, grâce aux premiers investissements faits par les partenaires », a laissé entendre Raïssa Malu.

Enfin, elle a évoqué la patience à avoir pour la planification des investissements sur le long terme, sur 5 ans pour le cas d'espèce. « Les actions que l'on mène maintenant font en sorte que les investissements, plus tard, seront alors mieux dirigés ou se feront plus facilement, parce que l'on aura créé un système qui permettra de mieux orienter les choses. L'avantage que l'on a de vivre au 21e siècle, c'est que l'on a la technologie qui permet de rendre beaucoup plus facile, plus aisé l'investissement et la gestion de notre système éducatif », a conclu Raïssa Malu lors de son intervention.

Martin Engimo

Aucun survivant dans le crash d'un hélicoptère militaire à Kinshasa

Aucun membre de l'équipage n'a survécu dans le crash d'un hélicoptère militaire, survenu mercredi à Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo (RDC), selon les médias locaux, citant la Régie des voies aériennes (RVA).

D'après les sources militaires sur place, cet hélicoptère des forces armées de la RDC (FARDC) s'est écrasé vers 11H00, heure locale, sur la piste de l'aéroport de Ndolo, deuxième aéroport de Kinshasa, Toutes les trois personnes à bord, à savoir le pilote, le copilote et le technicien, qui étaient des «expatriés», sont décédées, selon les médias locaux, citant

la RVA, précisant que le pilote a été coincé dans l'appareil avec sa ceinture de sécurité et est mort sur place.

Les deux autres membres de l'équipage sont décédés alors qu'ils étaient en train d'être acheminés à l'hôpital, selon les sources de la RVA, ce qui a été confirmé par le général Fae Ngama, commandant de la Force terrestre des FARDC

devant l'Agence congolaise de Presse, média officiel de la RDC. Christophe Lomami, bourgmestre de la commune de Barumbu, où se situe l'aéroport de Ndolo, a confirmé cette tragédie, tout en précisant que les causes de cet accident n'étaient pas encore connues.

Les FARDC n'ont pas encore communiqué sur cet incident.

SÉNÉGAL

Près de 584 millions de dollars pour réduire la mortalité maternelle et infantile

Le gouvernement sénégalais prévoit de mobiliser, au cours des cinq prochaines années, plus de 354 milliards de FCFA (environ 583,9 millions de dollars) afin de réduire la mortalité maternelle et infantile qui sévit dans le pays, a rapporté mercredi le quotidien national Le Soleil.

Ce montant figure dans le plan stratégique 2024-2028 de la santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile, des adolescents et des jeunes et de la nutrition, lancé mardi à Dakar par le ministère sénégalais de la Santé et de l'Action sociale, a précisé la même source.

Le plan stratégique permettra de prendre en charge les questions liées à la santé de la mère et de l'enfant, soulignant que pour le financement de ce plan, le ministre sénégalais de la Santé et de l'Action sociale Ibrahima Sy compte sur la participation des partenaires techniques et financiers ainsi que du secteur privé, a ajouté cette source.

Au vu du taux de mortalité maternelle passé de 236 à 153 décès pour 100.000 naissances entre 2017 et 2023, M. Sy a indiqué que le gouvernement sénégalais souhaitait ne plus voir une mère décéder en donnant la vie, d'ici à 2028.

Xinhua

AFFAIRE DU JOURNALISTE PATRICK LOKALA

Olpa plaide pour un procès juste et équitable

L'ONG se dit persuadée que les principes de la bonne administration de la justice et du droit de la défense seront préservés par le tribunal, conformément aux lois du pays et aux instruments juridiques internationaux sur les droits de l'homme.

L'organisation non-gouvernementale de défense et de promotion de la liberté de presse, l'Observatoire de la liberté de la presse en Afrique (Olpa), plaide pour la tenue d'un procès juste et équitable en faveur de Patrick Lokala, responsable du média YouTube dénommé Télé News RDC basé à Kinshasa. Cette ONG, qui réitère conséquemment son vœu de voir le journaliste comparaître en homme libre en bénéficiant d'une liberté provisoire, se dit persuadée que les principes de la bonne administration de la justice et du droit de la défense seront préservés par le Tribunal, conformément aux lois du pays et aux instruments juridiques internationaux sur les droits de l'homme.

L'Olpa note, en effet, que lors de l'audience foraine du Tribunal de paix de Kinshasa/Gombe du 24 octobre 2024, siégeant en matière pénale dans la chambre I, le journaliste a comparu sous réserve

assisté de ses conseils Nico Mbikayi, Aristote Tshibuabua, Félix Opanga et Pascal Mpoiyi, respectivement avocats au barreau de Kinshasa/Matete et Gombe. Ces derniers, a précisé cette ONG, ont déploré le non-respect du délai de 8 jours francs en vue de préparer leurs moyens de défense. «*Une position soutenue par le ministère public représenté par le procureur Bashonga*», a précisé l'Olpa. Et d'indiquer que le président Ngandu Kalemba du Tribunal de paix a décidé de renvoyer l'affaire au 7 novembre 2024 en vue de permettre aux avocats du journaliste de préparer leurs moyens. L'ONG signale que le journaliste Patrick Lokala fait l'objet des poursuites dans deux dossiers distincts. La première affaire enregistrée sous le RP 31865/I, a-t-elle expliqué, l'oppose à Christian Lusakueno, directeur général de radio Top Congo FM. Lusakueno l'accuse d'imputations dommageables pour des insultes sur internet

après des critiques sur une mission d'audit de l'Inspection générale des finances à la Générale des carrières et des mines transformée en contrat de consultance. La seconde affaire enregistrée sous le RP 31870/I oppose Patrick Lokala au Conseil supérieur de la magistrature (CSM). Il est accusé d'outrage aux magistrats, de faux en écriture et propagation de faux bruits, après la diffusion des émissions où le journaliste brandissait un document reprenant des noms des présumés faux magistrats nommés par le CSM alors qu'ils n'auraient pas concouru aux épreuves organisées à l'intention des candidats à la magistrature. L'ONG rappelle que Patrick Lokala a été interpellé, le 7 octobre 2024, à son domicile situé dans la commune de Matete puis conduit au cachot du Parquet de Grande instance de Kinshasa/Gombe où il est placé sous mandat d'arrêt provisoire.

Lucien Dianzenza

LUBUMBASH

Des ONG inquiètes pour la santé de Kafutshi Tshetshe

Ces organisations sollicitent des services de sécurité qui détiennent ce chauffeur de Moïse Katumbi de permettre la visite de sa femme et d'avoir des soins appropriés pour éviter le pire.

Dans un communiqué conjoint signé le 25 octobre 2024, le Centre pour la justice et la réconciliation (CJR), Institut de recherche en droits humains (IRDH) et Justicia ASBL, toutes des organisations des droits de l'homme basées à Lubumbashi, ont alerté sur l'état de santé préoccupant de M. Kafutshi Tshetshe, chauffeur de l'opposant Moïse Katumbi arrêté depuis le 2 octobre par les éléments de Renseignements militaires et de l'Agence nationale des renseignements (ANR).

Pour ces ONG, Kafutshi Tshetshe, dont l'état de santé se dégrade chaque jour qui passe, serait détenu au secret dans les geôles de l'ANR/Haut Katanga. Pour des motifs inavoués, il serait privé de toute visite de sa femme, de ses avocats voire de ses médecins. Selon les informations qui nous parviennent, l'état de santé de M. Kafutshi est très préoccupant et le pire est à craindre s'il n'est pas évacué pour les soins de santé», ont souligné ces organisations.

Face à cette situation préoccupante, ces ONG signataires recommandent au responsable de l'ANR/Haut-Katanga et au commandant de Renseignements militaires d'autoriser que Kafutshi reçoive la visite de sa femme, de ses avocats et de ses médecins ou de lui accorder la liberté sans délai. Et de rappeler que ce chauffeur de l'opposant Moïse Katumbi avait été arrêté à Mulonde, un village situé à plus de 500 km de la ville de Lubumbashi, dans la province du Haut-Katanga, alors qu'il convoyait les pièces de rechange, les huiles moteurs et autres matériels pour la réhabilitation de la piste de l'aérodrome de Mulonde appartenant à son patron. Les trois organisations promettent, par ailleurs, de publier incessamment leur rapport d'enquête sur le dossier Mulonde.

L.D.

NÉCROLOGIE



Les enfants Ossangatsama ont la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissances du décès de leur sœur, Simplicité Mesmine Ossangatsama, survenu le 26 octobre au CHU-B.

La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis à Talangai, rue Oboli n° 153 (références : ruelle de Faaki, arrêt Cordonnier).



Le cabinet Conseimmo, papa Dan, Jean-Marie-Vianey Ngango et famille portent à la connaissance des parents, amis et connaissances le décès de Pascasie Bantegeyi, survenu le 25 octobre 2024 à Brazzaville.

La veillée mortuaire est située à Kintélé (site HCR des réfugiés rwandais).

La date de l'inhumation est prévue pour le lundi 4 novembre 2024 à Kintélé.

SANTÉ

Une baisse des cas de Mpox

La situation épidémiologique de Monkeypox ou variole de singe révèle une diminution ostensible des cas en République démocratique du Congo.



Au cours de la semaine 43, le taux de complétude des rapports journaliers par province s'est établi à 63,1 %, avec 82 rapports soumis sur les 130 attendus. 603 cas suspects ont été détectés, en baisse par rapport aux 688 signalés lors de la semaine 42. Parmi ceux-ci, 22 cas ont été confirmés, dont 20 dans la province du Nord-Kivu. Pour comparaison, la semaine 42 avait enregistré 122 cas confirmés, dont un décès d'une femme de 34 ans dans le CTMPox de Wangata. Les données de la semaine 42 révèlent une concentration des cas dans les directions provinciales de santé (DPS) du Sud-Kivu, Nord-Kivu, Équateur, Sankuru, Tshuapa et Sud-Ubangi, qui ont cumulativement enregistré 76,1 % des cas suspects et 94,1 % des décès de la semaine. De la semaine 1 à la semaine 43, il a été noté un total de 38 185 cas, dont 8 607 ont été confirmés, entraînant 1 049 décès liés à la Mpox. Le taux de létalité parmi les cas confirmés s'élève à 0,51 %. Par ailleurs, il est important de souligner la conclusion de la campagne de vaccination dans 3 des 6 provinces. La vaccination se poursuit en urgence dans certaines zones de santé à Kinshasa, notamment dans les prisons et à Pakajuma dans la commune de Limete. À ce jour, 47 547 personnes ont été vaccinées, ce qui représente 103,5 % de l'objectif fixé.

Blandine Lusimana

ELIMINATOIRES CHAN 2025

Maniema Union n'enverra pas ses joueurs chez les Léopards A'

L'Association sportive Maniema Union ne cédera pas ses joueurs pour le rassemblement des Léopards A' prévu du 2 au 9 novembre 2024.

Dans un communiqué publié sur ses réseaux sociaux le 29 octobre, la direction du club de Kindu indique avoir besoin de l'ensemble du groupe pour préparer la Ligue des champions africaine et la suite de la Linafoot Ligue 1. « *Engagée dans un groupe de la mort en ligue des champions de la CAF, l'AS Maniema Union considère que sa participation à toutes les rencontres du championnat déjà programmées (contre Dauphin noir le 6 novembre, Renaissance le 10 et Céleste le 23 novembre) doit lui servir à mieux préparer ses prochains matches de la CAF Champions League* », a écrit la direction de Maniema Union. Le club exhorte le sélectionneur Otis Ngoma, son staff et la Fédération congolaise de football association (Fecofa)



L'AS Maniema Union/DR

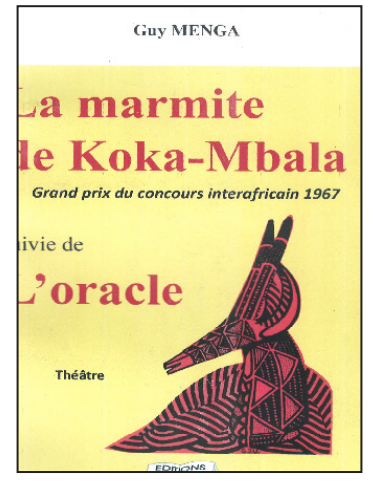
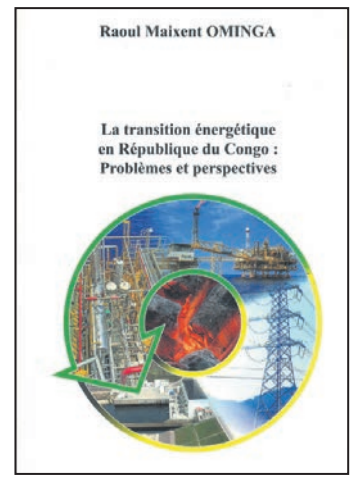
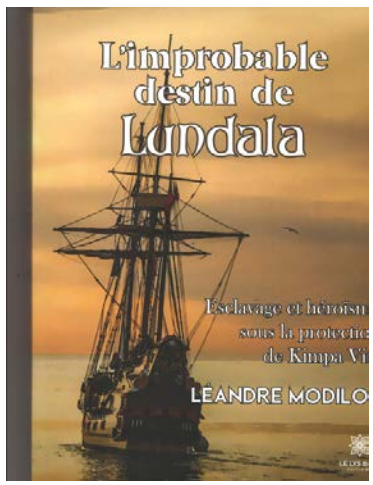
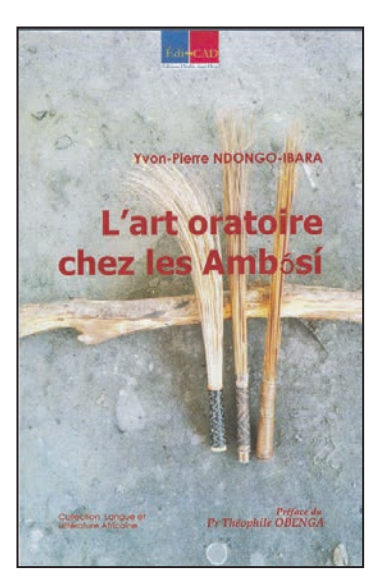
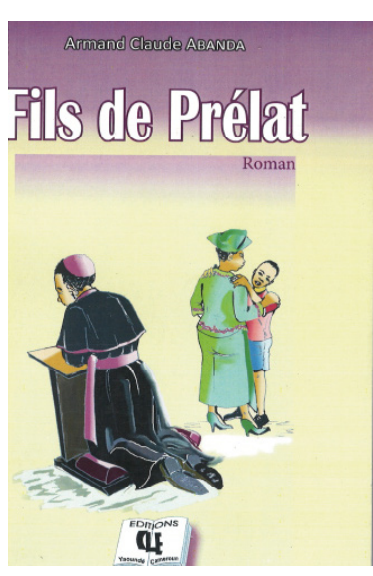
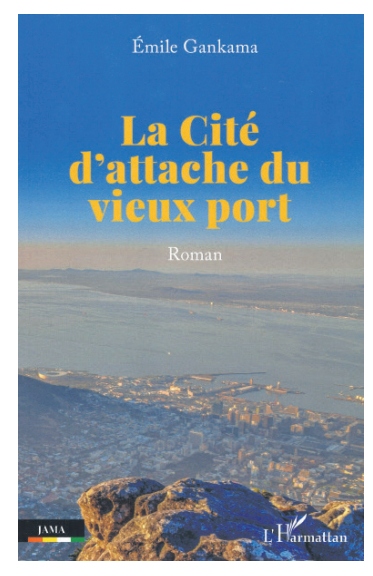
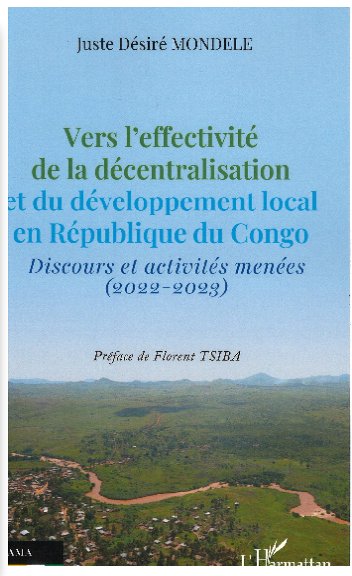
à se passer des services de ses joueurs convoqués pour le prochain rassemblement. Eu égard à la situation en face, soutient Maniema Union, les joueurs seront mis à la disposition de la sélection congolaise A' lors des prochains rassemblements. Le sélectionneur Otis Ngoma des Léopards A' a publié récemment une liste

de 36 joueurs présélectionnés pour un stage de préparation. Six de Maniema Union figuraient sur la liste, notamment le gardien Brunel Efonge, les défenseurs Lupini Mawuku et Osée Ndombele, l'avant-centre Jephthé Kitambala, et les milieux de terrain Rachidi Musinga et Agé Basiala.

Martin Engimo



EN VENTE





DEMANDE DE COTATION / RFQ N UNFPA/COG/RFQ/24/001

L'UNFPA sollicite par la présente une cotation pour la Fourniture et l'installation d'un Onduleur avec Batterie capacite de 10 KVA

Spécifications techniques des onduleurs

Capacité : 10 KVA	Nombre de batteries : (12)
2 Onduleurs Chargeur (Tension d'entrée : 24 V DC)	Interface de communication : (GSM, RJ 45)
Tension de sortie : 230 V AC	Logiciel de gestion : (Web)
Puissance nominale : 3500 AV	Fonctions :
Délivre un courant alternatif identique à celui d'EDF	Protection contre les surtensions et les sous-tensions
Très faible consommation d'énergie	Protection contre les courts-circuits
Inverseur (Manuel)	Régulation de la tension
Coffret mural avec modules pour chaque ligne (à déterminer après visite)	Filtrage des parasites
Mètre de câble VGV (2.5 (à déterminer après visite)	Démarrage à froid (Cold Start)
Type : On-line double conversion	Accumulation et stockage d'énergie
Tension entrée : (220 V triphasé)	Certifications : (ISO)
Tension de sortie : (220 V)	Garantie : (2 ans)
Autonomie : (48 heures)	Démarrage à froid (Cold Start)
Type de batterie : (à eau)	Accumulation et stockage d'énergie

Cette Demande de Cotation est ouverte à toutes les sociétés légalement constituées en mesure de fournir les produits et services et qui disposent de la capacité juridique pour exercer dans le pays ou par l'intermédiaire d'un représentant agréé.

Les intéressé(e)s peuvent récupérer le document d'appel d'offre (RFQ) sur le site : <https://congo.unfpa.org/fr>
 Ou au Bureau de l'UNFPA Brazzaville, Rue Crampel (en face de la BDEAC)
 Les offres doivent être soumises uniquement à l'adresse mail : procurement.congobrazzaville@unfpa.org
 La visite des lieux est obligatoire, bureau de UNFPA Brazzaville, Rue Crampel (en face de la BDEAC)
 La date limite pour la soumission des offres est le 31 octobre 2024 à 15:00 P.M heure Congo



Avis d'appel d'offres No. Congo BU_25_RFGS_293247

Objet	Construction des Latrines, Blocs Magasins, Cuisines et l'installation des pompes à motricité humaine dans les départements de la Cuvette et Bouenza
Date de l'appel d'offres	31 octobre 2024
Date de clôture	21 novembre 2024 à 17 heures

Catholic Relief Services –USCCB (CRS), est l'agence d'aide humanitaire et de Développement d'Outre-Mer de la Conférence Épiscopale des Évêques des États Unis d'Amérique. Dans le Cadre de la mise en œuvre de son plan d'action, (Catholic Relief Services-CRS), lance le présent avis d'appel d'offres pour la sélection d'entreprises, d'associations, d'ONG, ou tout Groupement de prestataires qualifiés pour l'exécution des travaux de construction des Latrines, Blocs Magasins, Cuisines et l'installation des pompes à motricité humaine dans les départements de la Bouenza et de la Cuvette. Le marché est subdivisé en trois (3) lots :

Lots	Désignation	Localisations
Lot 1	Construction de Blocs de latrines à 3 cabines doté de dispositif de lavage de main en maçonnerie (DLM) et l'accès aux personnes à mobilité réduite.	Bouenza : 3 sites situés dans les Districts de Mouyondzi et Bouansa. Cuvette : 3 sites situés dans les Districts d'Owando, Boundji et Oyo.
Lot 2	Construction de Blocs de Magasins et Cuisines avec foyer amélioré.	Bouenza : 4 sites situés dans les Districts de Loudima Mouyondzi. Cuvette : 4 sites situés dans les Districts d'Owando, Boundji et Oyo.
Lot 3	Construction des forages équipés de pompes manuelles VERGNET de type HYDRO-INDIA 60, entourés des murets en maçonnerie équipés d'une margelle pour la protection de la structure.	Bouenza : 2 sites situés dans les Districts de Loudima. Cuvette : 3 sites situés dans les Districts d'Owando et Boundji.

Tout soumissionnaire désireux d'avoir le dossier d'appel d'offre ou d'autres informations complémentaires peut adresser sa requête à l'adresse grace.mouzabakani@crs.org, copie à bidcg@crs.org ou appeler le 05 699 78 39 au minimum 5 jours avant l'expiration de cet appel d'offre.

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE



L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

ADIAAC NEWSLETTER

L'information du congo et de sa région en un clic !

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informé des principaux faits marquants de l'actualité

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Gusso
 Brazzaville - République du Congo
 (+ 242) 05 532 01 09
info@lesdepêchesdebrazzaville.fr

79^e JOURNÉE DES NATIONS UNIES

Marathon et marche agrémentent l'événement

La célébration du soixante-dix-neuvième anniversaire de l'organisation des Nations unies (ONU) a été marquée, entre autres, par le marathon et la marche dont le départ a été lancé à la Corniche du centre-ville de Brazzaville.

Une série d'activités dans différents domaines visant à promouvoir les objectifs de développement durable (ODD), avec un accent particulier sur la jeunesse et la paix, ont été au rendez-vous du soixante-dix-neuvième anniversaire de l'ONU. L'activité sportive n'a pas été en marge de cette célébration. Un marathon et une marche ont marqué le temps fort de cet événement mondial.

Partis de la Corniche précisément au restaurant Mami Wata, les athlètes hommes et femmes ont parcouru treize kilomètres. A l'issue de cette compétition, plusieurs prix ont été remis aux cinq premiers qui ont gagné la course. Parmi les prix, il y a eu un billet d'avion à destination au choix, plus un chèque de 200 000 FCFA, des ordinateurs, une couverture en santé médicale et une visite touristique.

Présent à cette activité, le représentant résident par intérim de l'Organisation mondiale de la santé (OMS Congo), le Dr Vincent Dossou Sodjinou, s'est dit très



Les vainqueurs/Adiac

satisfait de la réussite totale de la célébration de ce soixante-dix-neuvième anniversaire. « Cette activité sportive a permis à nous tous de satisfaire aux besoins et devoirs sanitaires et à la pratique du sport, ce qui d'ailleurs est bien recommandé pour la bonne santé humaine. Soixante-dix-neuf ans ça représente une étape charnière dans la vie d'une organisation comme l'ONU et nous pouvons mesurer le

progrès qu'il y a eu depuis sa mise en place jusqu'à nos jours, non seulement sur les droits et principes fondamentaux qui ont régi la création de l'ONU, mais aussi par ses agences spéciales dont l'OMS, l'Unicef et bien d'autres. Vous pouvez constater les efforts fournis et la valeur ajoutée des Nations unies », a déclaré le Dr Vincent Dossou Sodjinou. Il sied de noter que plusieurs activités ont été orga-

nisées à Brazzaville comme à Pointe-Noire depuis le 22 octobre dernier à l'occasion de ladite célébration, notamment le Salon de l'emploi dédié aux personnes vivant avec handicap et aux jeunes qui cadre avec les ODD, accordant la place aux femmes, aux jeunes et aux personnes vivant avec handicap à s'offrir afin de contribuer à la croissance économique du pays. Les personnes vivant avec han-

dicap et la jeunesse ont reçu des messages de sensibilisation dans de nombreux domaines du travail tels que la santé, le transport, la banque et assurance, relation internationale, etc.

Notons que le système des Nations unies a un impact sur des millions de personnes dans le monde. Pour le Congo, il consacre le soixante-dix-neuvième anniversaire à la jeunesse et aux personnes vivant avec handicap. Plusieurs stands ont été érigés au siège de l'OMS pour permettre aux participants d'avoir de nombreuses facettes du travail et à l'employabilité. Ils ont aussi participé aux panels dédiés à cet effet. Ces activités ont été menées par le Programme des Nations unies pour le développement en collaboration avec l'OMS. L'objectif visé étant de faire comprendre et de faire savoir aux personnes vivant avec handicap et la jeunesse l'impact des Nations unies dans le continent africain.

Bruno Zéphirin Okokana

MUSIQUE

Jessy B en tournée africaine

La rappeuse congolaise, Jessy B, lauréate 2023 du prix Découvertes RFI a entamé sa tournée africaine depuis le 18 octobre. Dakar, la capitale sénégalaise, est la première étape de son périple continental. L'artiste livre dix spectacles dans cinq pays d'Afrique.

La tournée africaine dénommée « Africa Tour » a débuté à l'institut français de Dakar au Sénégal, où l'artiste a donné un concert très engagé au cours de laquelle elle a dévoilé quelques nouveautés de ses chansons, l'exclusivité pour son futur projet, parmi lesquels « Meilleur », « First class », « Petit Paradis », « Héros ». La tournée se poursuit à Cotonou (Bénin), N'Djamena (Tchad), Goma Amani, Goma (RDC), Kigali (Rwanda) et Bukavu (RDC). Elle prendra fin le 22 novembre 2024.

Consacrée lauréate du Prix Découvertes RFI, en décembre dernier, Diatsona Biggerman Jessica Francia, alias Jessy B, jeune artiste de 22 ans, voix rauque et impressionnante, partage son énergie et sa musique avec ses fans à travers le continent et le monde entier. Cette étoile montante du rap congolais affirme son notoriété. Sa tournée « Africa Tour » lui permet de prouver au monde son talent et son savoir-faire.

Jessy B véhicule à travers ses chansons des messages d'espoir, parle de l'éducation, de l'au-

tonomisation financière de la jeunesse, dépeint sans tabou les facettes sombres de la société. Elle met en avant tout ce qui l'inspire, qui peut contribuer au développement de son pays, aux jeunes de chez lui et invite à la prise de conscience par des conseils. L'artiste est plus qu'engagée qu'aujourd'hui qu'hier.

Avant d'entamer sa grande tournée africaine, Jessy B s'est produite à Paris dans le cadre des Jeux olympiques de Paris 2024, lors d'un concert à la Station Afrique sur L'Île-Saint-Denis. Elle a participé à plusieurs festivals et concerts, dont un showcase pour la Fête de la musique. Jessy B est née en République du Congo, dans une famille passionnée de musique. Elle a été meilleure rappeuse d'Afrique centrale après le festival panafricain de musique. L'artiste a obtenu en 2019 un prix aux scènes Tremplin Mboté hip-hop. Elle a été nominée en 2020 révélation féminine aux Brazza Best Awards.

Rosalie Tsiankolela Bindika



CAMU

La prise en charge sanitaire des assurés sociaux projetée pour 2025

Le ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale, Firmin Ayessa, a lancé le 30 octobre à Brazzaville les travaux de l'atelier de cadrage de la gouvernance de la Caisse d'assurance maladie universelle (Camu), dont la prise en charge effective des assurés sociaux est attendue courant 2025.

L'atelier qui vise à promouvoir une gouvernance saine et efficace de la Camu au bénéfice de ses assurés sociaux se clôture ce 31 octobre, avec à la clé l'élaboration d'une feuille de route relevant l'engagement des parties prenantes. Une fois approuvée, cette feuille de route servira de fil conducteur des activités qui seront déployées jusqu'au démarrage effectif de la prise en charge des assurés de la Camu.

Au cours de ces deux jours de travaux, les participants suivront spécifiquement le rappel sur les dispositions statutaires et réglementaires guidant la gouvernance de la Camu ; le point global sur le plan de déploiement de la caisse, ainsi que la présentation du processus de digitalisation de la Camu (ses avancées, ses défis et ses contraintes). Il s'agira aussi de faire un point sur le niveau de préparation des formations sanitaires, dans

la perspective de la prise en charge effective prochaine des assurés sociaux ; d'évaluer le niveau et le mécanisme de la mobilisation des ressources financières au profit de la Camu. Le ministre Firmin Ayessa a rappelé que la récente prise des fonctions du directeur général et du directeur général adjoint de la Camu constitue une étape déterminante dans le processus de la mise en place de sa gouvernance administrative. Selon lui, après sa phase de préfiguration et sa mutation en mode projet, la Camu est désormais dotée d'une personnalité juridique et morale ainsi que de tous ses organes de gouvernance et, de ce fait, démarre sa vie administrative. « Dans l'optique de disposer d'une caisse portée par une gouvernance saine, inclusive et participative, le présent atelier a été initié en vue de permettre à l'ensemble des parties prenantes de co-



Les participants/Adiac

construire, de co-développer la Camu. Deux jours durant, ensemble, nous sommes appelés à apprécier et à évaluer en toute objectivité toutes les avancées réalisées, de relever tous les défis qui joncent encore la marche de la Camu et d'en proposer des solutions idoines qui répondront efficacement aux nombreuses et pressantes attentes de la population », a rappelé le ministre d'Etat.

Il espère que la feuille de route qui sortira de ces tra-

voux devra, à côté de la convention d'objectifs, du contrat de performance, du programme d'activités 2025 et de son budget en cours d'élaboration, constituer la guidance de toutes les actions futures à mettre en place en vue du développement, du renforcement et de la consolidation des activités de la Camu. « L'objectif ultime étant le démarrage effectif de la prise en charge sanitaire des assurés sociaux de la Camu courant 2025 et son extension sur

l'ensemble du territoire national, après sa phase pilote. J'en appelle donc à votre rigueur; à votre expertise et à votre sagacité afin de faire de vos travaux un véritable moment du savoir visant à solidifier; à consolider notre démarche qui se veut prudente et qui garantit la viabilité et la pérennité du régime d'assurance maladie universelle en République du Congo », a exhorté le ministre chargé du Travail et de la Sécurité sociale.

Parfait Wilfried Douniama

CAF AWARDS 2024

La liste des présélections connue

La Confédération africaine de football a annoncé la liste des nominés pour les CAF Awards 2024 qui englobent la période s'étendant de janvier à octobre 2024. Les vainqueurs seront connus le 16 décembre à Marrakech au Maroc.

Dix joueurs ont été présélectionnés dans les différentes catégories pour les prestigieux titres. Pour les joueurs africains de l'année, il s'agit de : Ronwen Williams (Afrique du Sud / Mamelodi Sundowns), Amine Gouiri (Algérie/Rennes), Edemond Tapsoba (Burkina Faso / Bayern Leverkusen), Simon Adingra (Côte d'Ivoire / Brighton & Hove Albion), Serhou Guirassy (Guinée / Borussia Dortmund), Achraf Hakimi (Maroc / Paris Saint-Germain), Soufiane Rahimi (Maroc / Al Ain), Ademola Lookman (Nigeria/Atalanta), William Troost Ekong (Nigeria / Al Kholood), Chancel Mbemba (RD Congo / Olympique Marseille). On note dans cette catégorie, l'absence de quelques joueurs clés : L'Egyptien Mohamed Salah, le Sénégalais Sadio Mané, le Nigérian Victor Osimhen (Vainqueur de

la dernière édition), le Gabonais Pierre Emeric Aubameyang...

Gardien de but de l'année : Ronwen Williams (Afrique du Sud / Mamelodi Sundowns), Oussama Benbot (Algérie /USM Alger), André Onana (Cameroun / Manchester United), Yahia Fofana (Côte d'Ivoire / Angers SCO), Mostafa Shobeir (Egypte / Al Ahly), Djigui Diarra (Mali / Young Africans), Munir El Kajoui (Maroc / RS Berkane), Stanley Nwabali (Nigeria / Chipa United), Lionel Mpasi (RD Congo / Rodez AF), Amanallah Memmich (Tunisie / Espérance Sportive de Tunis).

Les joueurs interclubs de l'année (Hommes) : Ronwen Williams (Afrique du Sud / Mamelodi Sundowns), Oussama Benbot (Algérie / USM Alger), Issoufou Dayo (Burkina Faso /RS Berkane), Ahmed Sayed 'Zizo' (Egypte / Zamalek),

Hussein El Shashat (Egypt / AL Ahly), Mostafa Shobeir (Egypt / AL Ahly), Abdul Aziz Issah (Ghana / Dreams FC), John Antwi (Ghana /Dreams FC), Amanallah Memmiche (Tunisie / Espérance sportive de Tunis), Yassine Merriah (Tunisie / Espérance Sportive de Tunis). Entraîneur de l'année (hommes) : Hugo Broos (Afrique du Sud), Pedro Goncalves (Angola), Brama Traore (Burkina Faso), Emerse Faé (Côte d'Ivoire), Marcel Koller (AL Ahly), José Gomes (Zamalek), Chiquinho Conde (Mozambique), Sébastien Desabre (RD Congo), Florent Ibenge (Al Hilal), Kwesi Appiah (Soudan).

Les jeunes joueurs de l'année : Carlos Baleba (Cameroun / Brighton & Hove Albion), Karim Konaté (Côte d'Ivoire / Salzbourg), Oumar Diakité (Côte d'Ivoire / Reims), Yankuba Minteh (Gambie / Brigh-

ton & Hove Albion), Abdul Aziz Issah (Ghana / Dreams FC / FC Barcelone), Bilal EL Khannouss (Maroc / Leicester City), Eliesse Ben Seghir (Maroc / AS Monaco), EL Hadji Malick Diouf (Sénégal / Slavia Prague), Lamine Camara (Sénégal / AS Monaco), Amanallah Memmiche (Tunisie / Espérance Sportive de Tunis).

Club de l'année (hommes) : Mamelodi Sundowns (Afrique du Sud), Petro Atlético (Angola), Al Ahly (Egypte), Zamalek (Egypte), Dreams FC (Ghana), RS Berkane (Maroc), TP Mazembe (RD Congo), Simba (Tanzanie), Espérance Sportive de Tunis (Tunisie). Equipe nationale de l'année (hommes) : Afrique du Sud, Angola, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Maroc, Mozambique, Nigéria, Ouganda, Soudan, RD Congo.

James Golden Eloué
et Aubie Gélie Ebata (Stagiaire)